QUESTIONNAIRE D'ETAT CIVIL

(1) rayez la mention inutile.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Titre de civilité |  |  |   |
| Nom (si femme mariée, le nom usuel |  |  |    |
| Si femme mariée : nom de jeune fille |  |  |    |
| Prénoms (dans l'ordre | de | l'état |   |
| civil) |  |  |   |
| Lieu de naissance |  |  |   |
| Date de naissance |  |  |   |
| Adresse |  |  |   |
| Profession actuelle |  |  |   |
|  Profession précédente |  |  |   |
| Nom et prénoms du pèreNom et prénom de la mèr | e |  |   |

TEL : Portable Professionnel

Domicile E-mail

***Joindre la copie recto verso de la carte d’identité ou du passeport en cours de validité***

* Vous êtes commerçant, artisant ou dirigeant de société

***Joindre un justificatif de votre immatriculation au registre du commerce et des sociétés daté de moins d’un mois***

* Vous êtes en état de redressement judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement ou l’avez été par le passé : OUI - NON (1)
* Vous avez saisi la commission de surendettement des particuliers ou l’avez été par le passé : OUI - NON (1)
* Divorcé(e) de :

Tribunal qui a prononcé le divorce : Date du jugement de divorce :

***Joindre la copie du jugement de divorce et de l’acte d’acquiècement***

* Séparé(e) de corps de :

Tribunal qui a prononcé la séparation de corps : Date du jugement de séparation de corps :

***Joindre la copie du jugement de séparation de corps et de l’acte d’acquiècement***

* Veuf / Veuve de :

Lieu et date du décès du conjoint :

POUR LES ETRANGERS, préciser :

* + N° de carte de séjour de résident :
	+ Date de délivrance :
	+ Date d'entrée en France :
	+ Décret de naturalisation en date du : Numéro :

***Si vous êtes étranger, joindre la copie de votre carte de résident, carte de séjour et de votre acte de naissance traduit en français par un traducteur officiel, le cas échéant le décret de naturalisation***

PAYS DE RESIDENCE FISCALE suivant les critères de la loi fiscale française :

France

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES dont vous dépendez :

Autre pays :

Nom, Adresse et de la Banque qui sera émettrice des fonds:

INFORMATION : une attestation de provenance des fonds établie par la banque devra être produite avant toute réception de fonds.

**CONJOINT – PARTENAIRE – CONCUBIN (1)**

Titre de civilité

Nom (si femme mariée : nom usuel)

Si femme mariée : nom de jeune fille Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) Lieu de naissance

Date de naissance

Adresse

Profession actuelle

Profession précédente

Nationalité



Nom et prénoms du père Nom et prénom de la mère

TEL : Portable Professionnel

Domicile E-mail

***Joindre la copie recto verso de la carte d’identité ou du passeport en cours de validité***

* Vous êtes commerçant, artisant ou dirigeant de société

***Joindre un justificatif de votre immatriculation au registre du commerce et des sociétés daté de moins d’un mois***

* Vous êtes en état de redressement judiciaire, liquidation de biens, cessation de paiement ou l’avez été par le passé : OUI - NON (1)
* Vous avez saisi la commission de surendettement des particuliers ou l’avez été par le passé : OUI - NON (1)
* Divorcé(e) de :

Tribunal qui a prononcé le divorce : Date du jugement de divorce :

***Joindre la copie du jugement de divorce et de l’acte d’acquiècement***

* Séparé(e) de corps de :

Tribunal qui a prononcé la séparation de corps : Date du jugement de séparation de corps :

***Joindre la copie du jugement de séparation de corps et de l’acte d’acquiècement***

* Veuf / Veuve de :

Lieu et date du décès du conjoint :

POUR LES ETRANGERS, préciser :

* + N° de carte de séjour de résident :
	+ Date de délivrance :
	+ Date d'entrée en France :
	+ Décret de naturalisation en date du : Numéro :

***Si vous êtes étranger, joindre la copie de votre carte de résident, carte de séjour et de votre acte de naissance traduit en français par un traducteur officiel, le cas échéant le décret de naturalisation***

REGIME MATRIMONIAL SI MARIÉ

Lieu et date du mariage :

En cas de mariage à l’étranger ou si l’un des époux est de nationalité étrangère :

* + Un acte de désignation de loi applicable a-t-il été établi : OUI - NON (1) –

si OUI, ***Joindre la copie de l’acte de désignation de loi applicable***

* + pays de premier domicile commun suite au mariage :
	+ un domicile commun a-t-il été établi à l’étranger pendant une durée de plus de 10 ans: OUI - NON (1) - si OUI, dans quel pays :

Contrat de mariage : OUI - NON (1)

Si OUI, préciser :

. Régime adopté :

. Date du contrat de mariage :

. Nom et adresse du notaire :

Est-il intervenu un changement de ce régime : OUI - NON (1)

Si OUI nouveau régime : Date :

***Joindre la copie du contrat de mariage***

PACS

PACS : OUI - NON (1)

Si oui, date du contrat :

Si contrat authentique, indiquer :

. Nom et adresse du notaire :

Si contrat sous signature privée, indiquer :

. Tribunal de :

***Joindre la copie de la convention de pacs + copie de la déclaration au greffe ou le récépissé d’enregistrement par le notaire***

***Si vous avez dénoncé le pacs: joindre la copie de la dénonciation.***

ENFANTS

Nombre d’enfants :

***Joindre la copie du livret de famille***

PAYS DE RESIDENCE FISCALE suivant les critères de la loi fiscale française :

France

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES dont vous dépendez :

Autre pays :

MENTION LÉGALE D'INFORMATION POUR LES FORMULAIRES DE COLLECTE DE DONNÉES

L'office notarial est le responsable des traitements de données de ses clients dont la finalité correspond à l'accomplissement de ses activités notariales, notamment de formalités d'actes.

La communication des données est obligatoire pour permettre au notaire d'accomplir ses diligences. Certaines données descriptives et économiques permettent d'alimenter une base de données immobilière, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations d'intérêt général.

Les données à caractère personnel recueillies sont traitées dans le strict respect du secret professionnel et ne sont pas transférées à des tiers autres que les partenaires habilités de l'office notarial et ceux concourant à l'établissement de statistiques d'intérêt général.

Conformément à la Loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données personnelles vous concernant. Si vous voulez exercer ce droit, il vous suffit d’écrire au Correspondant à la Protection des Données du Conseil Supérieur du Notariat : ADSN, Service Correspondant à la Protection des Données, 95 Avenue des Logissons, 13107 Venelles Cedex, ou à cil@notaires.fr.